



RENDU EXECUTOIRE LE

2 8 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221214-22_A_ESE_0069-AR

Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0069

en date du 14 DEC. 2022

**Fixant la dotation 2022 pour l'application
des revalorisations salariales dites « Mesures
CASTEX » et du coût de l'inflation du Village
d'Enfants de Monts-sur-Guesnes géré par la
Fondation Action Enfance**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur 1 conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 24 juin 2022 relative aux mesures salariales pour le secteur du handicap et de l'enfance, Ségur de la Santé appliqué aux établissements et services sociaux et médico-sociaux actant d'un montant de 1 200 000 € pour les établissements de l'Enfance ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du Département de la Vienne en date du 23 septembre 2022 relative aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes âgées, personnes handicapées et de l'enfance ;

VU l'arrêté de tarification n°2022-A-DGAS-DEF-ESE-0015 du 18 mars 2022 ;

CONSIDERANT, d'une part, la remontée d'information effectuée des gestionnaires d'établissements et services accueillant des enfants relevant d'Aide Sociale à l'Enfance de la Vienne, permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps-plein concernés par lesdites revalorisations effectives au 1^{er} avril 2022 ainsi que son impact budgétaire ;

CONSIDERANT, d'autre part, la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les **4 derniers mois de l'année 2022** aux établissements et services médico-sociaux prenant en charge des mineurs et jeunes majeurs de l'Aide Sociale à l'Enfance, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques, des matières premières ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 est allouée au **Village d'Enfants de Monts-sur-Guesnes** pour un montant de **8 651 €** et s'établit de la façon suivante :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Montant de la dotation exceptionnelle INFLATION
860014455 VILLAGE ENFANTS	Village Enfants Monts/Guesnes	8 651 €
	TOTAL	8 651 €

Il sera versé en une seule fois sous forme de dotation.

Ce montant a été calculé par répartition du montant de 97 000 € au prorata du montant total des dotations 2022 allouées à l'ensemble des MECS de la Vienne.

ARTICLE 2 : Au titre des mesures salariales pour les professionnels sus-mentionnés, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 est allouée au **Village d'Enfants de Monts-sur-Guesnes** pour un montant de **93 898 €** correspondant aux **36 places financées pour le département de la Vienne** et «47,30» équivalents temps-plein (ETP) prévisionnels.

Ce montant s'établit de la façon suivante pour les établissements et services concernés :

N° FINESS	Raison Sociale ETABLISSEMENT/SERVICE	Dotation Mesures CASTEX 2022
860014455 VILLAGE ENFANTS	Village Enfants Monts/Guesnes	93 898 €
	TOTAL	93 898 €

Il sera versé en une seule fois sous forme de dotation.

ARTICLE 3 : La dotation complémentaire et exceptionnelle 2022 relative à l'inflation et la dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 relative aux mesures salariales s'élèvent à un montant total de **102 549 €** et sera versé, en une seule fois, avant fin décembre 2022.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association gestionnaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienne86.fr et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le 1⁴ DEC. 2022

A blue ink signature, likely of Alain Pichon, written in a cursive style.

Le Président,
Alain PICHON.

Envoyé en préfecture le 14/12/2022

Reçu en préfecture le 14/12/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221214-22_A_ESE_0069-AR